

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 29 octobre 2013

Force africaine d'intervention : pourquoi un sommet franco-africain ?

Kharroubi HABIB

Invité aux festivités organisées à Addis-Abeba à l'occasion du 50ème anniversaire de la création de l'OUA, ancêtre de l'UA, le président français Hollande avait proposé à ses pairs africains la tenue à Paris avant la fin de l'année d'un sommet franco-africain voué à l'exploration des voies et moyens de création d'une force africaine commune pour faire face à toute situation de crise sur le continent.

L'idée de création d'une telle force était en maturation au sein de l'Union africaine avant que le président français ne s'en saisisse. Ce qui explique que certains Etats africains ont marqué de la réserve sur un sommet franco-africain consacré à ce sujet et qui plus est « délocalisé » à la capitale française. Réserve accentuée chez certains par le soupçon que la proposition du chef de l'Etat français fleure un relent de « Françafrique » politique à l'égard du continent dont Paris poursuit quoique plus insidieusement les préceptes. Ce n'est donc pas contre le principe de création d'une force africaine commune que ces Etats répugnent à un sommet franco-africain, mais parce qu'ils estiment que les discussions sur ce projet sont du ressort des seuls Etats africains et sont à mener en sol africain.

L'Algérie est du lot de ces Etats défendant ce point de vue. D'où sa proposition dans ce sens formulée par son ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra lors du récent sommet extraordinaire de l'UA. Lamamra était tout indiqué pour revenir sur le projet de création de force commune africaine d'intervention car ayant été pendant de longues années à la tête de la commission « paix et sécurité » de l'UA au sein de laquelle ce projet se mûrissait, et « ès qualités » il avait lui aussi été quelque peu irrité qu'une majorité de chefs d'Etat africains aient donné leur approbation à la proposition française.

Il ne faut pas éluder tout de même que le projet d'une force africaine d'intervention en situation de crise butte entre autres sur son financement, auquel peu d'Etats du continent seront en mesure de contribuer régulièrement et à hauteur voulue. Sachant cela, Hollande a eu beau jeu de faire miroiter que le sommet franco-africain sera justement destiné à voir comment la France participerait à son financement et agir pour que d'autres grandes puissances en fassent de même. La paix en Afrique concerne ces grandes puissances qui y ont des intérêts multiples. Il n'est pas besoin d'un sommet franco-africain pour les en convaincre. Une démarche spécifiquement africaine dans ce sens basée sur un projet aux contours crédibles permettra à l'UA et à ses Etats membres d'obtenir les aides internationales dont le projet a besoin.

Les tête-à-tête des Africains avec leurs ex-puissances coloniales sont des continuités de la vision néocolonialiste que ces dernières entretiennent dans leurs rapports au continent. Dans le cas de la France, sa sollicitude à l'égard de pays qui ont été dans le giron de son empire colonial s'accompagne toujours malgré les dénégations officielles par leur mise sous tutelle. L'exemple récent du Mali l'a amplement confirmé. Sous la férule de Ramtane Lamamra, la diplomatie algérienne se doit d'éveiller les consciences africaines et susciter les solidarités continentales d'abord et internationales ensuite pour faire aboutir ce projet de force d'intervention africaine.

Kharroubi Habib

**<http://www.lequotidien-oran.com/>
<http://www.lequotidien-oran.com/>**

<http://www.legrandsoir.info/force-africaine-d-intervention-pourquoi-un-sommet-franco-africain.html>